

Apports de l'archéologie à la connaissance du patrimoine militaire

C'est un lieu commun de répéter que les contemporains ont une vision de l'Histoire différente de celle de nos aînés. Certains préjugés, certaines idées, véhiculées par les générations successives ont ainsi été battues en brèches tandis que de nouvelles conceptions et de nouvelles sources faisaient leur apparition. Notre perception des temps passés a ainsi radicalement évolué depuis l'essor de la science archéologique, et depuis la mise en place d'une archéologie préventive performante en particulier. Des sites, par nature inconnus, ont ainsi pu être mis au jour et étudiés, apportant de cette manière un flot d'information sans précédent dans les problématiques historiques.

L'évolution de la présence militaire en Lorraine durant l'Antiquité

L'évolution de la présence militaire en Lorraine, offre un cas intéressant de renouvellement des connaissances, pour toutes les périodes en général, et pour l'Antiquité en particulier. Il est ainsi possible d'observer comment le territoire qui constitue aujourd'hui la Lorraine, éloigné des zones de présence militaire durant le Haut-Empire (I^{er}-II^e siècle de notre ère), est devenu partie intégrante de la politique de défense de l'Empire romain durant l'Antiquité tardive (III^e-VI^e siècle de notre ère). L'histoire « textuelle » apporte assez peu d'informations et celles-ci sont centrées exclusivement sur l'histoire événementielle. Le recours aux sources archéologiques est donc amplement nécessaire pour étoffer notre connaissance et l'abondance d'informations recueillies lors des opérations archéologiques, qui tranche avec l'indigence des textes, permet de préciser l'envergure et la nature de l'occupation du territoire lorrain à cette période.

Durant le Haut-Empire, la présence militaire en Lorraine est ténue. Les grands camps où sont stationnés les légions et les auxiliaires se trouvent sur le limes, le long du Rhin. La Lorraine est ainsi une région d'arrière-front, à l'arrière de la ligne de défense marquant la frontière entre l'Empire romain et les territoires « barbares ». Toutefois, certains indices permettent de mettre en évidence la présence de quelques unités militaires, comme les détachements de légions mentionnés dans l'inscription de Norroy-lès-Pont-à-Mousson. Ces derniers devaient avoir essentiellement un rôle économique, et non militaire. L'exemple cité les montre dans l'exploitation de carrière de pierre, dont la production est destinée aux grands camps stationnés sur le Rhin. Mais cette situation d'arrière-front destinée à faire vivre économiquement les camps situés sur la frontière va changer en profondeur durant l'Antiquité tardive. En effet, que ce soit une décision spontanée, voulue par les populations locales, ou un ordre venant des plus hautes sphères de l'Empire, on peut constater une véritable politique de défense de la plupart des agglomérations lorraines à la fin de l'Antiquité. En dehors des enceintes urbaines des capitales de cités (Metz, Toul et Verdun), une bonne dizaine d'agglomération érigent des remparts, se mettant à l'abri dans un castrum (comme à Scarponne, Soulosse-sous-Saint-Elophé...). L'activité archéologique future va sans doute apporter de nouveaux exemples similaires. On peut donc conclure que la présence militaire durant l'Antiquité tardive se fait plus en profondeur dans le territoire de l'Empire romain, abandonnant la politique de défense du Haut-Empire.

Il pourrait être tentant de mettre en corollaire l'histoire événementielle avec une vue de l'esprit simpliste et réductrice voulant que l'empire romain se dirigeait inexorablement vers sa fin, succombant aux assauts sauvages des barbares d'outre-Rhin. Mais une deuxième analyse, basée sur les sources non-textuelles met en évidence un changement qui est plus à mettre sur le compte d'une modification de la stratégie générale de l'empire, réfléchie, plutôt que sur l'affolement généré par les invasions. On voit ainsi un schéma basé sur la présence des troupes dans les grands camps bordant le Rhin, troupes alimentées en nature et en matières premières par un arrière pays bien intégré dans l'Empire, s'estomper pour laisser la place à une autre stratégie. Un nouveau schéma où la présence militaire se repère plus en profondeur et plus loin des frontières, à l'intérieur des cités de l'Empire, mais où les lieux de cantonnement des troupes, repérés par l'archéologie, laissent entrevoir une présence plus modeste, en tous cas bien éloignée des grands camps de légions du Haut-Empire.

Luc Sanson, archéologue à l'Inrap

La fortification des villes lorraines au Moyen Âge

Depuis près de vingt ans, différentes opérations d'archéologie en Lorraine ont permis d'étudier les vestiges de fortifications de villes médiévales. Cette documentation inédite a nourri un programme de recherche interrégional publié sous le titre « Archéologie des enceintes urbaines et de leurs abords en Lorraine et en Alsace (XIIe-XVe siècle) ». Réunissant un collectif de chercheurs provenant des services du patrimoine, du milieu universitaire et des opérateurs publics en archéologie préventive, l'enquête a permis de renouveler notre perception du système de défense des villes au Moyen Âge.

En complément des soixante-six châteaux-forts répertoriés, les quatre-vingt-dix-sept fortifications d'agglomérations que compte la Lorraine constituent un marqueur important du paysage et de l'identité des villes (fig. 1). L'enceinte matérialise aussi bien la limite entre l'espace urbain et le monde rural que le niveau de protection des citadins. Douze de ces localités, récemment fouillées, permettent de dresser un état de la question. Modestement, cet échantillon illustre la diversité des architectures et les grandes phases d'évolution des systèmes défensifs (fig. 2). Afin de rompre avec les travaux généralement menés sur ce type de constructions, un second axe de recherche traite de l'impact de l'enceinte sur ses abords immédiats.

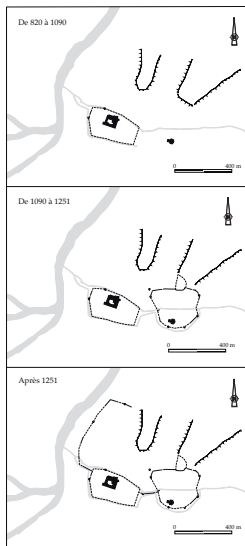


Fig. 2 : Saint-Mihiel (55), Essai de restitution du développement topographique des enceintes (DAO : H. Duval / INRAP)

Cette étude a permis de constater la qualité des constructions qui emploient, en milieu humide, des pieux fichés en lignes parallèles pour renforcer les fondations (fig. 3). Les découvertes archéologiques ont aussi précisé les systèmes de défense passive qui conjuguent les prédispositions naturelles, les obstacles de franchissement et la massivité des murailles. Les premières améliorations techniques apparaissent avec la création de tours aux angles et aux brisures de l'enceinte. Toutefois, les entrées de villes sont sans nul doute les bâtiments les mieux conçus. Ils sont d'avantage protégés grâce à l'installation d'ouvertures de tir ou de défenses hautes. Enfin, certains vestiges démontrent l'adaptation des enceintes à l'utilisation de l'artillerie, vers la fin du XIV^e siècle. Au-delà de la fortification, l'espace extra muros est généralement occupé par des structures artisanales qui profitent de la force hydraulique (moulins et pêcheries).

Aux abords intérieurs, l'occupation dénote une plus grande variété de fonctions (religieuse, politique ou économique). Entre espaces bâtis (bâtiments artisanaux, constructions publiques, etc.) et non bâtis (pâturage, aire de stockage), cette zone de proximité et d'échange, protégée derrière les murs, est en constante mutation.

Ivan Ferrarosso, archéologue à l'Inrap

La Citadelle militaire du XVI^e siècle de Metz

1552 marque un virage dans la vie de la cité messine. La prise de Metz par le roi de France Henri II et l'échec de la contre-offensive de Charles Quint suite au siège qu'il a imposé à la ville à partir du mois de novembre de la même année a montré les limites de ses fortifications médiévales. Ce constat conduit le monarque français à renforcer ses défenses. Le projet d'une citadelle vient de l'architecte italien Rocco Guerinio, qu'il réalise à partir de 1560. Le plan de l'édifice est presque carré avec un bastion à chaque angle. Il est isolé de l'environnement urbain par un profond fossé large de plusieurs dizaines de mètres. L'ensemble devait être très imposant puisque le sommet du grand cavalier surplombait le fond du fossé de 32 mètres.



Élément d'arcature, de style outhonien, retrouvé dans la maçonnerie de la citadelle, avec la peinture originelle encore conservée (© P. Pernot, Inrap).

La partie reconnue dans l'emprise de la fouille menée par l'Inrap en 2006 concerne un segment du mur de courtine nord et le bastion nord-ouest appelé bastion Saint-Pierre. Ce dernier comportait deux casemates enterrées, bâties sur deux niveaux, ainsi qu'un magasin à poudre construit en son centre. Ces casemates étaient accessibles depuis un long couloir voûté en plein cintre débouchant à la surface de la citadelle ; elles étaient reliées entre elles par un couloir similaire passant dans l'épaisseur du rempart du bastion. La fouille a permis de vérifier que l'état initial



Fig. 1 : Epinal (88), vue cavalière de la ville en 1626, par N. Bellot (Coll. Musée de l'Image ©Musée de l'Image/H. Rouyer)

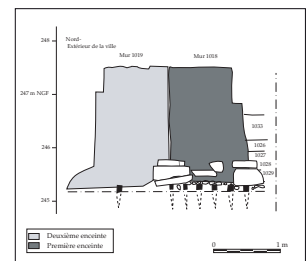


Fig. 3 : Sarrebourg (57), Coupe des courtines soutenues par des fondations sur pieux (DAO : N. Meyer / INRAP)



Vue générale des vestiges de la Citadelle (© T. Le Saint Quinio, Inrap).

du bastion a fait l'objet d'une réfection partielle. L'ampleur de cette reconstruction n'est pas complètement appréhendée mais elle a concerné une partie des aménagements de façade ou situés en périphérie. Par exemple, un segment du couloir initial a été condamné et reconstruit quelques mètres plus loin. La fouille a en outre permis de mettre au jour une très grande quantité de blocs sculptés de toute nature (parties de baies ou de porte, de voutement...) qui couvrent une partie de l'histoire architecturale de la ville, de l'Antiquité à la Renaissance. Ces divers éléments proviennent des différents édifices civils ou religieux démolis pour faire place nette à la future citadelle ainsi que de constructions du pays messin détruites lors du siège de 1552.

Jugée inadaptée moins d'un demi-siècle après son achèvement, la citadelle perd rapidement de son intérêt militaire. Les terrains sur lesquels elle est située sont définitivement rendus à la ville à la fin du XVIII^e siècle. Son démantèlement (démolition, comblement des fossés) intervient rapidement. La casemate nord-est est comblée, la seconde est transformée en cave. L'Esplanade est aménagée sous sa forme actuelle dans la première moitié du XIX^e siècle.

Patrice Pernot, archéologue à l'Inrap



Mur de courtine, avec l'emplacement du couloir descendant au cœur du bastion et passant dans l'épaisseur du rempart (© T. Le Saint Quinio, Inrap).

L'Archéologie de la Grande Guerre

C'est en Lorraine que l'archéologie de la Grande Guerre est née lors de la fouille de la sépulture dite « d'Alain-Fournier » en 1991, sur la commune de Saint-Rémy-la-Calonne (Meuse).

Cette sépulture qui contenait 21 soldats français disparus lors d'un combat le 22 septembre 1914, fut en effet la première opération archéologique officielle de ce type en France. Bien que d'abord déconcertés, voire réticents à fouiller et étudier des vestiges aussi récents, les archéologues ont petit à petit intégré ce nouveau champ chronologique à leur discipline. Pour ce faire, ils travaillent en collaboration avec les historiens mais aussi avec les acteurs des disciplines connexes telles que l'anthropologie, la zoologie, la parasitologie, la céramologie, l'uniformologie. Parallèlement, les aménagements du territoire (autoroutes, ZAC, lotissements, TGV...) et la recrudescence des pillages des champs de batailles par les utilisateurs de détecteurs de métaux, conduisant à la destruction irrémédiable des sites et des vestiges militaires enfouis, s'accéléraient. Il devenait urgent de prendre en compte le sauvetage et l'étude de ce patrimoine en danger.



Détail de la sépulture multiple de Saint-Rémy-la-Calonne (Meuse). Soldats français du 288^e R.I. disparus le 22 septembre 1914. (© F.Adam / Inrap)

Toutefois, peu de prescriptions directement ciblées sur le sauvetage des vestiges de la Grande Guerre ont été déposées à ce jour. Il s'agit essentiellement de sauver les vestiges découverts mêlés aux niveaux plus anciens, afin de prendre en compte la totalité de l'histoire d'un site qui sera détruit par l'avancé des travaux. C'est ainsi qu'un atelier d'artisanat de tranché a été fouillé sur la ZAC Actiparc d'Arras (Pas-de-Calais) et que le plan de plusieurs bâtiments du camp britannique d'Etaples (Pas-de-Calais) ont été relevés au fur et à mesure de l'avancé des lotissements. En Alsace, la déviation routière des communes d'Aspach et de Carspach a favorisé la fouille et la mise en évidence des structures liées à la ligne de front de la Première Guerre mondiale. Divers abris et fortifications ont été relevés et plusieurs dépotoirs ont été échantillonnés, conduisant à une étude approfondie sur l'alimentation des soldats allemands dans les tranchées.

En Lorraine, quelques observations ont été réalisées lors de diagnostics à (Stenay ou Sorcy-Saint-Martin dans la Meuse) mais ce sont surtout des sépultures de soldats disparus qui ont été l'objet de l'attention des chercheurs. Sur la commune de Boivre, lors du contournement routier d'Etain (Meuse), ce sont les restes de 12 soldats français tombés au combat le 25 août 1914 lors de la bataille des frontières, qui ont été fouillés et rendus aux autorités après identification de plusieurs d'entre eux. Les sépultures, qui étaient mêlées aux vestiges d'un habitat antique, ont été intégrées à l'étude du site comme tout vestige de notre patrimoine commun.

Enfin, la fouille des sites bouleversés par les conflits armés des XIX^e et XX^e siècles reste dangereuse tant la présence de munitions est dense. Il ne faut pas croire que le temps annihile la dangerosité des munitions. Au contraire, il amplifie les risques d'explosion lors de manipulation ou de choc, par le phénomène de corrosion des systèmes d'allumage des explosifs devenus



Position d'artillerie antiaérienne de la Grande Guerre. Découverte à Sorcy-Saint-Martin (Meuse). (© F.Adam / Inrap)

instables et fragiles et l'amincissement des parois des containers ne demandant parfois qu'à se rompre. Certains secteurs des champs de batailles trop denses en munitions de tous calibres, resteront de ce fait encore longtemps interdits à l'exploration archéologique.

Frédéric Adam, archéo-anthropologue à l'Inrap, UMR 7044



1. Tasse allemande, à décor de croix de fer, datée 1914. Découverte à Stenay (Meuse). © F. Adam, Inrap

2. Vestiges de veste d'officier avec galons de lieutenant. Soldat français du 165^e R.I. disparu le 25 août 1914 à Boinville (Meuse). © F. Adam, Inrap

3. Sifflet d'officier tué au combat le 25 août 1914. Découvert à Boinville (Meuse). © F. Adam, Inrap

Pour en savoir plus :

Adam 2006 : ADAM (F.) - Alain-Fournier et ses compagnons d'armes. Une archéologie de la Grande Guerre. Editions Serpenoise, 2006, 219 pages.

Saunders 2007 : SAUNDERS (N.) – Killing Time. Archaeology and the First World War, Editions Sutton, 2007, 250 pages.

Desfossés et alii 2008 : DESFOSSÉS (Y.), JACQUES (A.), PRILAUX (G.) – L'archéologie de la Grande Guerre, Editions Ouest-France, 2008, 127 pages.

Robertshaw et Kenyon 2008 : ROBERTSHAW (A.) et KENYON (D.) – Digging the Trenches. The Archaeology of the Western Front, Editions Pen and Sword Military, 2008, 207 pages.

Adam et Prouillet 2009 : ADAM (F.) et PROUILLET (Y.) – Les sources archéologiques de la Grande Guerre dans les Vosges, in : La Grande Guerre dans les Vosges : sources et état des lieux, Actes du colloque tenu à Epinal du 4 au 6 septembre 2008, Chave (I.) dir. ; Edition du Conseil général des Vosges, 2009, pp. 49-58.

Landolt et alii 2009 : LANDOLT (M.), DECKER (E.), LEPROVOST (C.), LESJEAN (F.), PUTELAT (O.) – Aspach-Carspach "Lerchenberg et Lerchenholz (Haut-Rhin) : découvertes archéologiques sur la première ligne de front allemande (1914-1918), Annuaire de la Société d'histoire du Sundgau, 2009, pp. 19-58